



# Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix

## « BURKINA FASO : UN TERREAU POUR LA PROPAGATION DU CONFLIT MALIEN ? »

Nicolas Hubert

Un rapport du projet Stabiliser le Mali

Juillet 2019

Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques  
Université du Québec à Montréal  
455, boul. René-Lévesque Est, Pavillon Hubert-Aquin  
4e étage, bureau A-4410  
Montréal (Québec) H2L 4Y2  
[chaire.strat@uqam.ca](mailto:chaire.strat@uqam.ca) | [dandurand.uqam.ca](http://dandurand.uqam.ca)

© Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques | UQAM  
Tous droits de reproduction, de traduction ou d'adaptation réservés

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec  
ISBN : 978-2-922844-94-8  
Juillet 2019

# Table des matières

Remerciements	4
Résumé exécutif	5
Introduction	7
Précisions méthodologiques	8
Du local au transnational, la reconfiguration du conflit malien comme vecteur de propagation régionale des dynamiques conflictuelles	9
La propagation des violences : des attaques collatérales aux insurrections régionalisées	9
Des groupes locaux aux acteurs exogènes, des rapports différenciés en fonction des régions d'implantation	13
La rupture avec l'État comme principal facteur conflictuel ?	16
La rupture, une conséquence des stratégies de distribution de l'autorité	16
L'instrumentalisation des conflits locaux, principale stratégie d'implantation	19
La stigmatisation ethnique comme outil de légitimation et facteur conflictuel	24
Conclusion	29
Bibliographie	31
À propos de l'auteur	37
À propos du Centre FrancoPaix	38

# Remerciements

Je tiens à remercier l'ensemble des personnes que j'ai rencontrées et avec lesquelles j'ai échangé au cours de mon terrain de recherche au Burkina Faso. Elles m'ont permis non seulement de me confronter à la réalité du terrain en faisant tomber une partie de mes aprioris de chercheur étranger, mais également d'enrichir ma compréhension des différents enjeux auxquels sont actuellement confrontées les populations du Burkina Faso.

Je remercie tout particulièrement les équipes d'enquête avec lesquelles j'ai collaboré et qui m'ont permis de récolter les témoignages des acteurs issus des zones sous influence des groupes armés. Leur travail, leur connaissance fine du terrain et des dynamiques sociales des régions visées par ce terrain de recherche ont été déterminants.

Enfin, je tiens à remercier la source qui m'a transmis les cartographies réalisées sur l'évolution des violences au Burkina Faso. Les nombreuses rencontres que nous avons entretenues, ainsi que les contacts que nous avons échangés, ont été essentiels à la réalisation et au succès de mon terrain de recherche.

## Résumé exécutif

Ce rapport établit d'une part une comparaison et une interconnexion entre l'évolution du conflit au Mali à la suite des Accords de paix de Bamako, signés en 2015, et la propagation des dynamiques conflictuelles au Burkina Faso. Il présente d'autre part les enjeux sociaux, économiques et politiques propres au Burkina Faso et contribuant au délitement de la situation sécuritaire de ce pays. Ce rapport présente l'accumulation de griefs et de frustrations, subis et exprimés par les populations agro-pastorales des régions burkinabè du Sahel et de l'Est, comme le principal moteur de la rupture avec les représentations de l'autorité étatique. Cette rupture constitue le point d'ancrage au Burkina Faso pour les groupes armés transnationaux et les protagonistes du conflit malien. L'instrumentalisation des conflits locaux préexistants, qu'ils soient issus de la restriction sur l'accès aux ressources naturelles ou des luttes locales sur la distribution du pouvoir, permet alors aux groupes armés l'implantation de petites katibas, des cellules de combattants, et d'étendre le conflit armé au territoire burkinabè. Le climat d'insécurité croissant conjugué au retrait de l'autorité étatique dans les régions burkinabè du Sahel et de l'Est a créé en retour un vide régalien comblé par les réseaux criminels transnationaux et le banditisme sur lesquels s'appuient les groupes armés pour étendre leur influence et leur contrôle territorial. Ce rapport présentera ces enjeux en revenant dans un premier temps sur la propagation des violences au Burkina Faso, puis sur la rupture marquée entre les régions victimes de l'insécurité et le centre de l'État, avant d'ouvrir une réflexion sur la stigmatisation ethnique et le risque d'une généralisation des violences communautaires.





## Introduction

Ce rapport s'interroge sur les interconnexions entre la reconfiguration du conflit malien à la suite des Accords de paix de Bamako et la propagation des dynamiques conflictuelles au Burkina Faso. Il insiste cependant sur l'importance des enjeux sociaux, économiques et politiques propres au Burkina Faso et contribuant à l'implantation des groupes armés et à la propagation des violences dans ce pays. Ce rapport a pour objectif de revenir sur les interconnexions existantes entre les dynamiques conflictuelles et les acteurs présents au Mali et au Burkina Faso ; de mettre en avant l'enracinement des violences dans les conflits politiques et sociaux locaux ; et d'ouvrir une réflexion sur les facteurs de risque pouvant amener à un accroissement des violences.

Il est indéniable que la situation que traversent actuellement le Mali, le Burkina Faso et le Niger, ne puisse posséder une unique variable explicative. L'analyse du conflit, de ses causes, ses racines et ses répercussions doit être faite sur plusieurs échelles, intégrant autant le local que l'international, et interrogeant autant les aspects sociaux, politiques, économiques et environnementaux que sécuritaires. Dans cette perspective, la propagation des violences au Burkina Faso ne pourrait être réellement comprise sans la prise en considération de l'évolution du conflit malien, des enjeux fonciers et environnementaux propres au contexte Burkinabè et des stigmatisations et des exclusions exercées par l'autorité centrale à l'encontre des populations et régions considérées comme périphériques.

Nous reviendrons ainsi dans un premier temps sur l'évolution des dynamiques conflictuelles au Burkina Faso depuis leur apparition en 2015, en nous interrogeant sur

l'insertion et les rapports différenciés qu'entretiennent les groupes armés en fonction de leurs zones d'influence et des communautés qui les constituent. Nous aborderons par la suite la rupture consommée entre l'autorité centrale et les populations qu'elle relègue à la marge, en l'illustrant notamment par la régulation arbitraire de l'accès à l'environnement et aux ressources naturelles. Cette régulation accumule les griefs à son encontre et multiplie les conflits locaux à même d'accroître les bassins de recrutement des groupes armés. Nous reviendrons dans une dernière partie sur l'instrumentalisation discursive du conflit par les autorités burkinabè et le risque de transformation des dynamiques conflictuelles en une généralisation des violences communautaires.

## Précisions méthodologiques

Les enquêtes de terrain sur lesquels s'appuie ce rapport ont été réalisées dans le cadre d'une recherche interrogeant les liens pouvant exister entre la dégradation de l'environnement et l'émergence, ou l'alimentation, de dynamiques conflictuelles. Cette étude se base pour cela sur des échantillons de dégradations environnementales engendrées par l'activité minière, ainsi que sur les restrictions environnementales générées par les réserves et parcs nationaux. Par conséquent les enquêtes ont été menées autour des exploitations minières d'Inata (province du Soum), d'Essakane (provinces de l'Oudalan et du Séno) ainsi que de la Réserve sylvo-pastorale et partielle de faune du Sahel et de la Réserve de chasse présidentielle de Pama. Les cas étudiés ont l'avantage de concentrer les griefs pouvant être exprimés par les communautés affectées tout en donnant la possibilité d'évaluer et de comparer les différents degrés d'implication et de représentation étatique pouvant être liés aux projets miniers ou aux espaces protégés. Les provinces du Soum, de l'Oudalan et du Séno constituent la région burkinabè du Sahel, la partie la plus au nord du pays où se rejoignent les frontières burkinabè, maliennes et nigérienne (la zone des trois frontières), le cœur du Liptako Gourma. La Réserve de chasse présidentielle de Pama se situe quant à elle dans la région administrative de l'Est. Cette région, comme son nom l'indique, couvre la majeure partie de l'est du pays, de la province sahélienne du Séno au nord, au parc national d'Arly et à la frontière du Bénin au Sud.

De même, ce rapport adopte le parti pris de ne pas recourir aux terminologies relevant du terrorisme ou du djihadisme. Il rejoint les considérations de Campana (2018, 10) sur les

enjeux politiques entourant le discours et la dénomination des violences et des acteurs opposés aux États malien, burkinabè et nigérien. Les dénominations de terroriste et de djihadiste occultent la diversité des acteurs impliqués dans ces violences et l'imbrication de plusieurs strates de conflits politiques et sociaux. Ce rapport partage également l'approche de Campana (2018, 12) quant à la terminologie et la quantification des guerres, notamment des guerres civiles. Pour notre part, nous retenons volontairement le terme de « dynamiques conflictuelles » afin de le placer en opposition au concept de « guerre » et ainsi de nous distancer des définitions dominantes, statistiques et quantitatives, des conflits armés. Cette démarche s'inscrit dans la perspective d'accorder une plus grande importance aux différents phénomènes, impacts et interprétations pouvant amener à la genèse d'une confrontation armée entre différentes populations, organisations étatiques, politiques ou militaires.

## Du local au transnational, la reconfiguration du conflit malien comme vecteur de propagation régionale des dynamiques conflictuelles<sup>1</sup>

La signature des Accords de paix de Bamako en 2015 n'a pas mis un terme au conflit actuellement en cours au Mali, elle a engendré sa reconfiguration. La nature même du conflit a évolué. Il s'enracine désormais sur des conflits fortement localisés, axés sur les distributions locales du pouvoir et de l'autorité ainsi que sur l'accès aux ressources naturelles et aux couloirs de transhumance. Ces conflits sont portés par l'apparition de groupes localement ancrés tels que le Front de Libération du Macina<sup>2</sup> (FLM) au Mali et Ansarul Islam au Burkina Faso, ou instrumentalisés par des groupes à vocation transnationale tels que le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM) ou l'État Islamique dans le Grand Sahara (EIGS). De même, le processus de paix et les opérations militaires menées par les forces armées maliennes et françaises ont également engendré une redistribution territoriale des dynamiques conflictuelles. Précédemment axées sur le nord du Mali et les régions de Tombouctou ou de Gao, les dynamiques conflictuelles se sont recentrées sur le centre du Mali et la région du Macina, ainsi que l'est et la région transfrontalière du Liptako

Gourma avant de déborder progressivement sur les territoires burkinabè et nigérien. Cette première partie du rapport revient ainsi sur l'interconnexion entre l'évolution du conflit malien et sa propagation aux différents territoires burkinabè et aux conflits locaux qui les caractérisent. La compréhension de l'apparition et de l'évolution des dynamiques conflictuelles au Burkina Faso est essentielle afin de comprendre les différentes stratégies d'action et d'implantation des groupes armés et surtout les facteurs permettant la propagation du conflit malien au sein de la sous-région.

### **La propagation des violences : des attaques collatérales aux insurrections régionalisées**

La grande majorité des rapports et veilles de sécurité réalisés par les instituts internationaux tels que l'International Security Studies (ISS) (2016, 2017), l'International Crisis Group (ICG) (2016, 2017b), la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) et l'Association

---

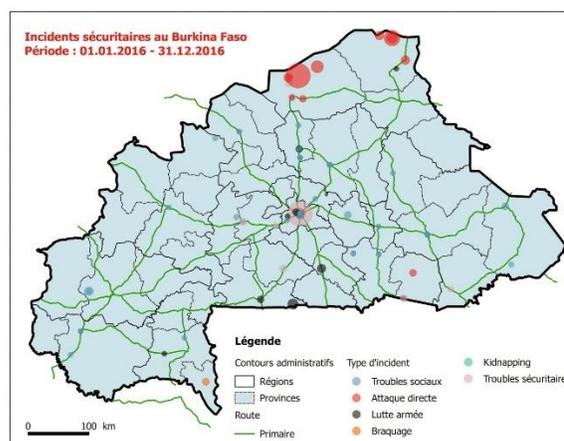
<sup>1</sup> Cette première partie du rapport se base sur la compilation des attaques et violences commises par les groupes armés sur le sol burkinabè, ainsi que sur les différentes violences et exactions commises dans ce contexte de dégradation sécuritaire. Elle a été réalisée par le chargé de sécurité d'une agence européenne de développement basée à Ouagadougou et dont les données ont été croisées et confirmées par les autorités burkinabè. Bien que cette compilation soit rigoureuse, elle ne saurait être exhaustive. D'une part, dans un tel contexte sécuritaire, les exercices de quantification des violences se confrontent à la réalité du terrain et à l'accessibilité des données et d'autre part, car les chiffres recensés conservent toujours des enjeux politiques et stratégiques importants et par conséquent facilement manipulables. Ainsi, les cartographies présentées n'ont pour objectif ni d'établir une quantification du conflit, ni d'évaluer son intensité ou d'identifier et répertorier les acteurs impliqués dans les violences. Elles sont jointes au rapport afin de mettre en avant le débordement progressif des dynamiques conflictuelles maliennes sur le territoire burkinabè et d'offrir une compréhension visuelle et géographique de leurs évolutions.

<sup>2</sup> Le Front de Libération du Macina (FLM) est un groupe armé malien qui apparaît en 2015 à la suite des Accords de paix de Bamako et de la reconfiguration du conflit malien. Il est principalement ancré dans le centre du Mali, la région historique du Macina et la région de Mopti et est dirigé par le prédicateur peul Amadou Koufa. Le FLM est dans un premier temps rattaché à Ansarul Eddine avant de se rapprocher du Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans.

Maliennes des Droits de l'Homme (AMDH) (2017) ou International Alert (2018), ainsi que les recherches universitaires menées sur la crise malienne (Sears 2017; Campana et Benchérif 2017; Wing 2016; Vandendriessche 2016; Campana 2018; Brossier, Jourde et Cissé 2018) témoigne d'une recrudescence des violences et de l'insécurité en dépit de la signature des accords de paix, du redéploiement des dynamiques conflictuelles dans le centre du Mali ainsi que dans la zone des trois frontières, mais également de la reconfiguration même du conflit, qui s'enracine désormais dans l'instrumentalisation des luttes locales de pouvoir et de l'accès aux ressources économiques et environnementales telles que les couloirs de transhumances et les zones de pâturage. Le propos n'est pas ici de revenir sur cette reconfiguration du conflit malien, ainsi que sur la redistribution territoriale des groupes armés non-signataires des accords de paix<sup>3</sup>. Nous désirons en revanche mettre en lumière l'impact de la reconfiguration des conflits politiques et des rapports de pouvoir locaux au Mali sur la stabilité du Burkina Faso.

Comme l'explique Campana (2018, 9), « censé mettre fin à la guerre civile qui déchire le Nord du Mali depuis 2012, l'Accord de Bamako, signé en juin 2015 [...] est loin d'avoir contribué à faire taire les armes ». L'auteur souligne au contraire que le conflit a « gagné en intensité depuis la décroissance observée en 2015 et s'est en partie déplacé » (Campana 2018, 12) vers le centre du pays et autour des conflits locaux et

l'accès aux ressources naturelles (Campana 2018, 12-15). Cette reconfiguration a également engendré l'émergence de nouveaux acteurs, et notamment les réseaux de katibas locales structurées autour du FLM, dont les agendas et les revendications apparaissent être plus en phase avec les réalités sociales et politiques de leurs régions d'implantation (ICG 2016, 9-13). ICG notait également l'existence, plus à l'est, d'un groupe similaire, entretenant des « liens avec ceux du Macina et de la zone frontalière avec la Mauritanie » et « dont certains membres avaient rejoint le MUJAO pendant la crise de 2012 et qui [...] déborde occasionnellement sur le territoire burkinabé, en particulier dans les régions du Nord et du Sahel » (ICG 2016, 13).



Ce sont ces débordements que nous pouvons observer dans la région burkinabè du Sahel à partir du mois d'avril 2015<sup>4</sup>, tandis que dans le sud-ouest du pays, dans la région des Hauts-Bassins, les représentants de l'État de la ville de Samorogouan sont pris pour cible à deux reprises, en avril puis en octobre 2015

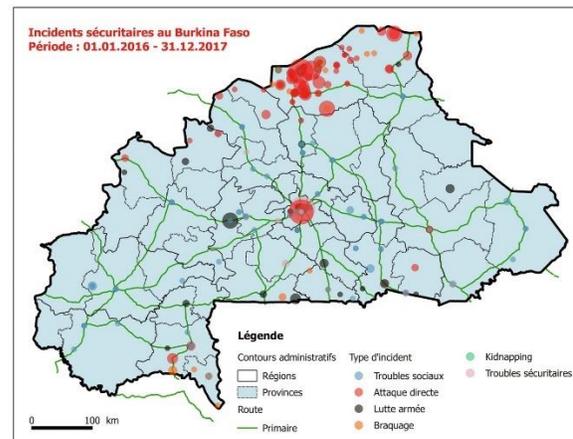
<sup>3</sup> Ces problématiques ont été particulièrement bien détaillées et abordées au cours des précédents rapports réalisés pour le Centre FrancoPaix ou par des travaux connexes (Sears 2017; Sandors 2017; Campana 2018; Campana et Benchérif 2017; Leuprecht et Roseberry 2018; Campana, Jourde et Cissé 2018).

<sup>4</sup> En avril 2015, un ressortissant roumain travaillant dans la mine de Tambao est enlevé, puis en août une attaque est menée à l'encontre du poste de police d'Oursi (RFI 2015a; Roger 2015), enfin en novembre un convoi d'or en provenance de la mine d'Inata est pris pour cible (Xinhua 2015).

(RFI 2015b). Au cours de l'année 2016, les violences commises sur le territoire burkinabè s'intensifient. À l'exception de l'attentat d'envergure mené contre le café Cappuccino à Ouagadougou le 15 janvier (Jeune Afrique 2018), ces dernières demeurent concentrées dans la région du Sahel. En novembre 2016 le groupe burkinabè Ansarul Islam fait son apparition au Burkina Faso et effectue plusieurs attaques et assassinats ciblés avant de commettre l'attaque de la gendarmerie de Nassoumbou, considérée comme son acte fondateur<sup>5</sup>. Cette attaque marque un tournant majeur dans la propagation des dynamiques conflictuelles au Burkina Faso. Elle représente une tragédie nationale pour l'opinion publique et un véritable désaveu des forces armées nationales (Jeune Afrique 2016a; Le Cam 2017).

En se basant sur l'enquête réalisée par ICG (2017a) sur l'émergence d'Ansarul Islam, Campana (2018, 20) note que « bien que né au Burkina Faso, ce groupe possède d'étroites relations avec les acteurs de la scène djihadiste malienne. Il profite de la très grande porosité des frontières pour circuler entre ses bases- arrières maliennes de Douna et Selba et le Nord du Burkina où il opère le plus souvent ». Une situation également confirmée par les sources sécuritaires basées à Ouagadougou<sup>6</sup>. Un ancien membre d'Ansarul Islam, dont le témoignage a été recueilli par la journaliste Morgane Le Cam (2017), explique qu'en « novembre 2016, Malam (Dicko) est rentré au Burkina pour voir de la famille. Il a trouvé son village, Soboulé, assiégé et humilié ». Selon ce même témoignage, Malam Dicko aurait alors, en réaction aux exactions perpétrées par les

forces armées burkinabè dans la province du Soum, planifié l'attaque de Nassoumbou, et ce contre l'avis d'Amadou Koufa, qui voulait continuer à sécuriser l'approvisionnement du FLM en vivres et en carburants (Le Cam 2017). L'apparition d'Ansarul Islam est suivie d'une concentration des attaques et des violences dans la province du Soum, à l'ouest de la région burkinabè du Sahel. Cette tendance se confirme au cours de l'année 2017, bien que l'insécurité persiste dans la province voisine de l'Oudalan, demeurant dans la zone d'influence de l'EIGS. Cette évolution au sein du territoire burkinabè renvoie à la propre évolution du conflit malien dont le nombre d'incidents violents ne cesse d'augmenter dans la région des trois frontières (Campana 2018; Maïga 2016; ISS 2017; International Alert 2018; Djontu et Gatelier 2017) et par extension de déborder progressivement sur le Burkina Faso.

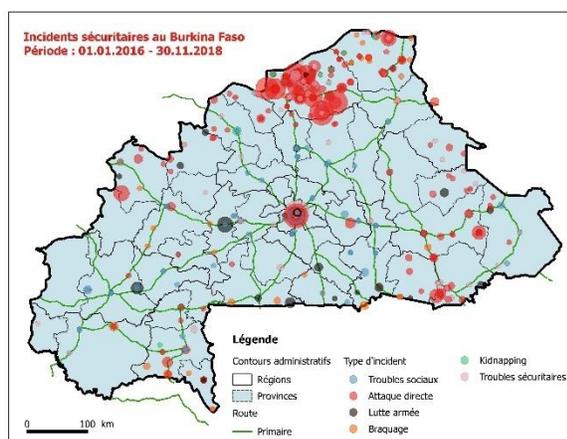


La propagation du conflit malien peut également être lu comme l'impact de ce que Sandor (2017, 15) présente comme la reconfiguration des plates-formes organisationnelles, des méthodes de recrutement et des stratégies des groupes

<sup>5</sup> Cette attaque est menée en collaboration avec l'État Islamique dans le Grand Sahara<sup>5</sup> (EIGS) (ICG 2017a, 4).

<sup>6</sup> Entretien chargé de sécurité d'une agence européenne de développement, Ouagadougou, octobre 2018 ; entretien ONG spécialisée dans la résolution des conflits, Ouagadougou, novembre 2018 ; entretien, source diplomatique occidentale, février 2019.

armés encore actifs au Mali. Campana souligne à ce sujet que le rapprochement entre plusieurs groupes armés impliqués dans le conflit malien « répond à des impératifs stratégiques » et permet « d'accentuer la pression sur les autorités locales et nationales, alors que le G5/Sahel lance ses premières opérations dans la zone des “trois frontières” » (Campana 2018, 21). Une perception partagée par un acteur impliqué dans la résolution des conflits au Sahel qui ajoute que « le simple fait que la force conjointe G5/Sahel allait se focaliser sur le fuseau central d'intervention des trois frontières Mali, Niger, Burkina, allait évidemment mener non pas à une diminution de l'insécurité, mais à un déplacement de l'insécurité » au Burkina Faso<sup>7</sup>.



Ce déplacement est manifeste lorsque l'on observe les attaques et différentes manifestations des dynamiques conflictuelles sur le terrain. Outre la concentration continue des violences dans la région du Sahel, la compilation des données pour l'année 2018 démontre nettement une intensification des dynamiques conflictuelles sur l'ensemble des régions frontalières avec le Mali ainsi que

leur propagation fulgurante dans l'est du pays. Une dynamique qui se confirme au cours des premiers mois de l'année 2019, et ce malgré plusieurs interventions fructueuses de l'armée burkinabè. Les différentes sources interrogées font notamment état d'une évolution significative de l'implantation et de l'action des groupes armés dans la région du Sahel. Un ancien militaire burkinabè, désormais responsable de la gestion des risques pour une agence de développement nord-américaine, fait remarquer à ce sujet l'implantation progressive de l'EIGS au nord-est du pays, au cœur de la zone des trois frontières, et souligne qu'une partie de cette région échappe désormais au contrôle des forces de défense et de sécurité<sup>8</sup>. Une appréhension confirmée par des acteurs locaux qui d'une part mettent en avant la perte de terrain de l'autorité étatique et d'autre part l'implantation physique des groupes armés et leurs superpositions aux groupes criminels préexistants<sup>9</sup>.

Dans une perspective régionale, le débordement du conflit malien sur les territoires burkinabè et nigérien confère une dimension transnationale aux dynamiques conflictuelles et permet à des acteurs tels que l'EIGS ou le GSIM de contrôler un maillage de cellules, de katibas, implantées depuis le centre et l'est du Mali jusqu'aux frontières de la Côte d'Ivoire, du Bénin, du Togo et du Nigéria. Alors que le Burkina Faso se trouve être à la croisée des routes de commerces et de migrations (OIM 2015; Labazée 1993), ce contrôle territorial offre un axe de communication et une possibilité de connexion avec d'autres groupes armés régionaux, tel que Boko Haram, mais également avec les réseaux de banditisme ou

<sup>7</sup> Entretien, ONG spécialisée dans la résolution des conflits, Ouagadougou, novembre 2018.

<sup>8</sup> Entretien, ancien militaire burkinabè, Ouagadougou, mars 2019.

<sup>9</sup> Entretien, responsable de l'Association Tabital des maîtres coraniques du Sahel, Ouagadougou, mars 2018 ; entretien, responsable de l'association Pulaaku Tabital, Ouagadougou, mars 2018.

engagés dans la criminalité transnationale (Douce et Le Cam 2019). De même, l'ensemble des sources récoltées confirme que l'implantation des groupes armés dans l'est du Burkina Faso s'est effectuée par l'entremise de ces routes de migrations et de transhumance.

Si l'ouverture et le contrôle des sites d'orpaillage<sup>10</sup> par les groupes armés peuvent être avant tout perçus comme des points d'ancrage territorial et d'insertion sociale, la possibilité de prédation économique n'est pas à écarter, d'autant plus que la grande majorité de l'or artisanal burkinabè emprunte ces mêmes axes de communication pour être revendue illégalement au Togo<sup>11</sup>.

### **Des groupes locaux aux acteurs exogènes, des rapports différenciés en fonction des régions d'implantation**

Les mouvements menés par les différents groupes armés actifs sur le territoire burkinabè sont essentiels à comprendre, car ils sont à la fois le fait de la reconfiguration des centres de gravité et des objectifs stratégiques des groupes transnationaux, mais également des différents rapports qu'ils entretiennent avec les communautés locales en fonction des régions. Le degré d'implantation des groupes armés et leurs rapports aux populations varient en effet significativement d'une région à une autre. Il est ainsi important de ne pas appréhender la

propagation des dynamiques conflictuelles au Burkina Faso sous un prisme narratif homogène et globalisant, amenant à minimiser l'importance des conflits locaux ou des luttes de pouvoir endogènes. Dans cette perspective, il est nécessaire de s'interroger sur les similitudes et divergences pouvant être observées entre les contextes maliens et burkinabè, ainsi que sur les similitudes et divergences au sein même du contexte burkinabè.

Comme le font remarquer Raleigh et Dowd (2013a, 2013b), Wing (2016), Vandendriessche (2016), ou encore Charbonneau et Sears (2014), il est essentiel de déconstruire la compréhension réductrice d'un conflit structuré autour du terrorisme et de l'islamisme violent, mais au contraire d'accorder une attention particulière aux enjeux économiques, communautaires, sociaux et politiques locaux. Ces enjeux locaux sont mis en exergue par la majeure partie des enquêtes menées sur le terrain (ISS 2016; Fall Ould Bah 2013; Théroux-Bénoni *et al.* 2016; International Alert 2018; ICG 2016, 2017a; Djontu et Gatelier 2017) et sont essentiels pour comprendre à la fois la propagation des dynamiques conflictuelles au sein de la région, leur caractère transfrontalier, et le maillage ainsi que l'insertion sociale et territoriale spécifique des groupes armés.

À ce sujet, comme le fait remarquer un chargé de sécurité rattaché à une agence européenne de développement, au Burkina Faso, il n'apparaît pas réellement pertinent de

<sup>10</sup> Le Burkina Faso comporte une dizaine de mines d'or en activité, dont au moins quatre se trouvent être dans les zones d'influence directe des groupes armés, ainsi que des centaines de sites d'orpaillage.

<sup>11</sup> Entretien, spécialiste burkinabè des questions de sécurité, Ouagadougou, novembre 2018 ; entretien, représentant élu de Pama, Ouagadougou, février 2019 ; entretien, membre gradé des FDS de Pama, Pama, novembre 2018 ; entretien source diplomatique occidentale, février 2019 ; entretien, ancien militaire burkinabè, Ouagadougou, mars 2019 ; entretien, ancien chargé de sécurité de l'armée burkinabè, Ouagadougou, mars 2019 ; entretien, ancien militaire burkinabè, Ouagadougou, mars 2019 ; entretien, propriétaire d'exploitation artisanale dans le Soum, Ouagadougou, mars 2019.

focaliser l'attention sur la dénomination occidentale des groupes armés et l'agenda djihadiste qui y est rattaché. Pour cette source, les personnes impliquées au sein de groupes tels que l'EIGS s'engagent avant tout auprès de leaders spécifiques : « On travaille pour Abdelhakim al-Sahrawi, pour Abou Ali al-Sahrawi [...] on travaille pour des gars », (entretien, chargé de sécurité d'une agence européenne de développement, Ouagadougou, octobre 2018). Cette appréhension permet de mettre en exergue l'ouverture de fenêtres d'opportunité permise par l'arrivée d'acteurs externes, appuyés par des hommes forts des communautés locales. Ainsi, dans cette perspective, « la formation des groupes est largement aussi dépendante des opportunités qu'offre le local ».<sup>12</sup>

Cette considération est des plus importantes pour comprendre les différentes interactions des groupes armés en fonction de leurs zones d'action et des relations que leurs leaders peuvent entretenir avec les personnes influentes des différentes communautés et localités. Il existe en effet de grandes divergences en termes d'insertion des groupes ainsi que de leur contrôle territorial. L'action du groupe et ses rapports aux populations vont être influencés en fonction de la nature même des territoires, de la relation des communautés locales avec l'autorité centrale et des griefs que ces communautés perçoivent et expriment.

Dans le contexte burkinabè seul Ansarul Islam pourrait posséder une cohérence en tant que groupe homogène et bénéficiaire d'une réelle assise et insertion sociale. D'une part, jusqu'à la mort de son fondateur en 2017

(Campana 2018, 21), une grande partie des membres de ce groupe était issu de la province du Soum, dans la région du Sahel (ICG 2017a; Le Cam 2017). D'autre part, Malam Dicko possédait une forte légitimité dans cette région pour y avoir prêché une reconfiguration politique et sociale interne à la communauté peule avant d'être criminalisé par l'État burkinabè et de rejoindre le conflit malien<sup>13</sup>. Dans les autres régions burkinabè frontalières avec le Mali, à partir de 2017 la propagation des violences peut clairement être corrélée avec le renforcement de l'ancrage social et territorial du FLM et du GSIM dans le centre du Mali. Si les actions et revendications du FLM, renvoyant à une dynamique plus locale, pourraient trouver une certaine légitimité culturelle et historique dans les provinces burkinabè limitrophes, leurs rapports et modes opératoires demeurent différents. Ils établissent leurs actions par la mise en place de réseaux d'informateurs et d'attaques ciblées destinées à harceler les forces de sécurité et décrédibiliser les représentants étatiques burkinabè<sup>14</sup>. Dans ces régions du Burkina Faso, les groupes armés ne maintiendraient ainsi pas une présence continue et un contrôle effectif du territoire, comme cela a pu être le cas pour Ansarul Islam dans l'ouest de la région du Sahel.

Un chercheur burkinabè ayant coordonné les enquêtes de plusieurs rapports internationaux sur les dynamiques sécuritaires au Burkina Faso souligne également que « le contrôle territorial à l'Est est différent du rapport territorial au Sahel [...] Dans l'Est, la perception des groupes armés est différente, cela dépend des interlocuteurs. S'ils sont

---

<sup>12</sup> Entretien, chargé de sécurité d'une agence européenne de développement, Ouagadougou, octobre 2018.

<sup>13</sup> Entretien, ONG spécialisée dans la résolution des conflits, Ouagadougou, novembre 2018 ; ICG 2017a.

<sup>14</sup> Entretien, chargé de sécurité d'une agence européenne de développement, Ouagadougou, octobre 2018; entretien, ONG spécialisée dans la résolution des conflits au Sahel, Ouagadougou, novembre 2018; entretien, spécialiste burkinabè des questions de sécurité, Ouagadougou, novembre 2018.

organisés avec des groupes d'auto-défense ou non »<sup>15</sup>. Une autre source interrogée à ce sujet fait remarquer qu'il existe une forte mobilité et perméabilité entre les différents acteurs impliqués dans les dynamiques conflictuelles. Qu'ils soient braconniers, criminels, insurgés, soi-disant djihadistes, il y a un vrai nomadisme des soldats, qui au final [...] vont davantage voyager d'un groupe à l'autre au grès des opportunités »<sup>16</sup>.

Ces opportunités doivent alors être comprises dans une double lecture. Les acteurs issus des groupes armés vont ainsi s'intégrer au local, aux différents territoires et communautés en fonction des tensions, des conflits locaux préexistants et les instrumentaliser à la fois pour réduire la légitimité de l'autorité étatique et accroître leurs bassins de recrutement. En retour, l'arrivée de ces acteurs externes dans des zones reléguées à la périphérie de l'État et à la marge des retombées économiques et politiques sur lesquelles le régime burkinabè s'institutionnalise, permet d'ouvrir des fenêtres d'opportunité aux acteurs locaux afin d'une part de dénoncer et de s'opposer aux griefs sociaux, économiques et autoritaires qu'ils subissent et d'autre part renégocier l'accès aux ressources environnementales, économiques et politiques qui déterminent leurs conditions de vie et leur organisation socio-économique.

---

<sup>15</sup> Entretien, spécialiste burkinabè des questions de sécurité, Ouagadougou, novembre 2018.

<sup>16</sup> Entretien, chargé de sécurité d'une agence européenne de développement, Ouagadougou, octobre 2018.

## La rupture avec l'État comme principal facteur conflictuel ?

Cette différenciation des rapports et ancrages sociaux et territoriaux est déterminante et particulièrement révélatrice, à la fois des différents degrés de rupture entre les autorités burkinabè et leurs propres populations et de la particularité de la dégradation sécuritaire que connaît actuellement le Burkina Faso, qui se distingue en plusieurs points de la crise sécuritaire malienne. D'une part, ils ne sont pas exclusivement centrés sur des revendications sociales et politiques régionales, mais apparaissent être plus le fait de l'échec des politiques de décentralisation et de réforme de la législation foncière menées au cours des dernières décennies, et de la mise sous tutelle volontaire de certaines régions afin de maintenir l'ascendant politique et économique de la région du Centre et de la capitale, Ouagadougou. D'autre part, bien que prenant racine dans la province du Soum au sein des conflits politiques et sociaux internes aux communautés peules, contrairement à ce qui a pu être observé au Mali (Brossier, Jourde et Cissé 2018) la propagation des violences au Burkina Faso n'est initialement pas alimentée par des conflits intercommunautaires, ou même intracommunautaires sur l'accès aux ressources naturelles (ISS 2016, 2017; International Alert 2018) mais est en revanche alimentée par une régulation étatique autoritaire, prédatrice et discriminante de ces mêmes ressources.

Les enquêtes menées dans les provinces du Soum, du Séno et de la Kompienga permettent de mettre en exergue les mécanismes communs d'instrumentalisation des conflits locaux portant sur les accès aux ressources naturelles, tels que les espaces de pâturage, les terres arables, les réserves naturelles ou les sites d'orpillage. Elles font alors écho aux précédentes enquêtes menées par les centres de recherche internationaux

sur le sujet et soulignant l'importance des enjeux socio-économiques et communautaires à la fois dans l'accentuation de la rupture avec l'autorité centrale et dans l'accroissement des bassins de recrutement des différents groupes armés évoluant sur le territoire burkinabè.

### La rupture, une conséquence des stratégies de distribution de l'autorité

L'accumulation des griefs, des exactions violentes commises par les Forces de défense et de sécurité (FDS) et le déficit de légitimité de l'État burkinabè sont connus et documentés par de nombreuses enquêtes de terrain (ISS 2015, 2016, 2017 ; ICG 2017 ; International Alert 2018 ; FIDH et AMDH 2017, 2018). Il est cependant important de ne pas considérer cette situation comme une simple crise de légitimité, mais de l'appréhender comme une véritable rupture engendrée par plusieurs années de politiques et stratégies de mise sous tutelle des territoires à même de concurrencer la prédominance économique des régions du Centre et du Plateau central. Ces stratégies de distribution de l'autorité varient en fonction des régions étudiées et se reflètent au travers des différentes gradations observées dans les relations et dissensions des populations vis-à-vis des représentants de l'État, notamment lorsqu'il s'agit de la régulation de l'accès aux ressources naturelles. À ce titre, il est important de noter que d'une part, les régions et territoires concernés par les dynamiques conflictuelles sont ceux exposés à une forte concurrence ou à une restriction sur l'accès aux ressources naturelles, soit par leur accaparement par des acteurs internationaux, soit en raison de leur sanctuarisation par les réserves naturelles protégées. Et que d'autre

part, la première cible des attaques menées à l'encontre de l'autorité burkinabè demeure les agents des Eaux et Forêts. À l'instar de l'ensemble des acteurs interrogés, le responsable pays d'une ONG spécialisée dans la résolution des conflits au Sahel explique qu'il « y a un rejet total de l'autorité du garde-forestier [...] (qui) renvoie à une perception de corruption du gouvernement liée à la prédation sur la gestion des ressources » (entretien, ONG spécialisée dans la résolution des conflits au Sahel, Ouagadougou, novembre 2018). Ces agents, sous le couvert de la protection de la Réserve sylvo-pastorale du Sahel, ou des différents parcs et réserves de chasse dans la région de l'Est<sup>17</sup>, pratiquent un racket permanent auprès des populations dont les activités dépendent quasi exclusivement de l'accès à ces mêmes ressources naturelles. Ces rapports de prédation apparaissent alors être « les premiers facteurs de tensions, de conflits et de ruptures avec les représentants de l'autorité »<sup>18</sup>.

Pour la région burkinabè du Sahel, bien que fortement exposée aux violences et au débordement des dynamiques conflictuelles maliennes, notamment par sa situation géographique et sa proximité avec les zones de repli et d'implantation des groupes armés à proximité des régions maliennes de Mondoro et d'Ansongo (Campana 2018, 20 ;

ICG 2016, 13), les données recensées présentent une nette différence d'exposition aux violences entre l'ouest et l'est de la région (Cartes n°2 et n°3). Si la province du Soum est frontalière avec le Mali, et notamment la région de Mopti, l'est se trouve être au cœur de la région des trois frontières où sont centrées les violences et l'activité des groupes armés (ICG 2016; International Alert 2017; ISS 2017). La province de l'Oudalan est aussi limitrophe à la région nigérienne du Nord Tillabéry, également fortement exposée aux influences des groupes armés transnationaux impliqués dans le conflit malien (Djontu et Gatelier 2017). Il semblerait néanmoins qu'au cours des premiers mois de l'année 2019, les provinces situées à l'est du Sahel ont été exposées à une véritable explosion des violences et à une insertion de l'EIGS au sein même du territoire burkinabè<sup>19</sup>.

La province du Soum, située à l'ouest de la région burkinabè du Sahel et dont la ville de Djibo est le chef-lieu, constitue les premiers foyers conflictuels au Burkina Faso et le centre des violences commises dans le pays entre 2016 et 2018 (Cartes n°2 et n°3). L'enquête réalisée autour du site d'exploitation d'Inata se superpose à la zone d'influence et de contrôle direct d'Ansarul Islam<sup>20</sup>. Elle met en avant une rupture consommée entre les populations et les

---

<sup>17</sup> Les régions burkinabè du Sahel et de l'Est se caractérisent à la fois par une concentration des sites extractifs industriels et artisanaux, mais également par une forte présence d'espaces protégés et de parcs nationaux. La Réserve sylvo-pastorale et partielle de faune du Sahel couvre presque l'ensemble de la région administrative, tandis que les parcs du W et d'Arlit, ainsi que les réserves de chasse constituent de plus en plus d'espaces protégés et donc d'exclusions socio-économiques au sein de la région de l'Est. Cette multiplication des zones de préservation environnementale explique également la forte présence et l'autorité des agents des Eaux et Forêts dans ces régions.

<sup>18</sup> Entretien, spécialiste burkinabè des questions de sécurité, Ouagadougou, novembre 2018.

<sup>19</sup> Entretien avec un ancien militaire burkinabè, Ouagadougou, mars 2019; entretien avec un ancien chargé de sécurité de l'armée burkinabè, Ouagadougou, mars 2019; entretien avec responsable de l'Association Tabital des maîtres coraniques du Sahel, Ouagadougou, mars 2019.

<sup>20</sup> Les communes touchées par l'enquête n'étant plus accessibles, ni pour les forces de sécurité (en dehors des opérations d'envergure soutenues par les forces internationales), ni même pour la plupart des ressortissants de la région, les témoignages ont été récoltés dans la ville de Djibo où la majeure partie des habitants de la zone ont trouvé refuge.

représentants étatiques et cela bien avant l'émergence des violences dans la région. Cette rupture est à la fois exprimée par une méfiance mutuelle entre les FDS et les populations de la région et une pratique quotidienne de l'autorité étatique qui passe soit par la violence, soit par la prédation exercée sur l'accès aux ressources naturelles. L'accès à celles-ci conditionne le quotidien des populations en raison de la nature de leurs principales activités sociales et économiques : l'élevage et l'agriculture.

Si le racket et la prédation demeurent le fait des agents étatiques impliqués dans le quotidien des populations, les exactions arbitraires, les violences et assassinats ciblés sont eux le fait des militaires, des FDS déployées pour répondre à la dégradation sécuritaire de la zone<sup>21</sup>. Les exactions sont ainsi justifiées par l'État d'exception et l'urgence de la situation sécuritaire, tout en étant basées sur une suspicion généralisée de l'autorité centrale à l'encontre des communautés peules qui se trouvent être largement amalgamées aux groupes armés sévissant dans la région<sup>22</sup>. Ajoutées à une pratique quotidienne prédatrice et discriminatoire de l'autorité étatique, ces exactions ne font qu'alimenter la rupture entre l'autorité centrale et les populations des régions frontalières, et en retour accroître la légitimité et les bassins de recrutement des acteurs concurrençant l'autorité étatique.

Ce sont des mécanismes similaires aux prédatations et exactions observées dans la région burkinabè de l'Est. En effet, de nombreux conflits locaux et tensions sont

survenus dans la région au cours des dernières décennies en raison de la pression foncière et de l'obstruction des couloirs de transhumance. Néanmoins, la rupture avec l'autorité centrale n'est pas exclusivement le fait de ces tensions ou bien même de la stigmatisation des communautés pastorales. Encore une fois, la perte de légitimité envers l'État relève de sa pratique quotidienne violente exercée au travers d'agents territoriaux et de fonctionnaires corrompus, notamment autour de la gestion des parcs nationaux et des réserves de chasse. Une pratique visant aussi bien les communautés pastorales et sédentaires peules, que les communautés sédentaires gourmantchées et s'exprimant au travers de la régulation du foncier et de l'accès aux ressources naturelles<sup>23</sup>.

À ce titre, la comparaison avec les témoignages recensés dans l'Oudalan autour de la commune de Falagountou est édifiante. Elle permet de démontrer l'importance du politique, et plus spécifiquement de la gestion du contenu local par le politique, ainsi que de l'intégration des biens publics au sein des territoires relégués à la périphérie, dans la résilience face aux dynamiques insécuritaires. En effet, la commune de Falagountou accueille en partie l'exploitation minière d'Essakane, et bénéficie en cela d'une présence renforcée des FDS et des agences de sécurité privées, mais également de la fourniture de biens publics et d'une

<sup>21</sup> Entretien, spécialiste burkinabè des questions de sécurité, Ouagadougou, novembre 2018; entretien, source diplomatique occidentale, Ouagadougou, février 2019; entretien, propriétaire d'exploitation artisanale dans le Soum, Ouagadougou, mars 2019; FIDH et AMDH 2017; RFI 2018; Le Cam 2018.

<sup>22</sup> Entretien, responsable Pulaaku Tabital, Ouagadougou, mars 2019

<sup>23</sup> Entretien, chargé de sécurité d'une agence européenne de développement, Ouagadougou, octobre 2018; entretien, ONG française spécialisée dans la résolution des conflits, Ouagadougou, novembre 2018; entretien, ONG allemande intervenant dans le secteur agricole, Ouagadougou, novembre 2018.

solide représentation politique locale<sup>24</sup>. La présence des FDS ne suffit pas à elle seule à expliquer la relative stabilité que connaît la zone depuis l'émergence des violences en 2015 (voir cartes n°1, n°2 et n°3). En effet, situé au cœur de la zone d'influence d'Ansarul Islam le site minier d'Inata bénéficiait également de dispositifs sécuritaires renforcés, ce qui n'a pas empêché les groupes armés d'attaquer frontalement la mine et de prendre position au sein du site en octobre 2018 avant d'en être délogés par une intervention aérienne de Barkhane<sup>25</sup>. En revanche, l'action politique menée par le maire de la commune de Falagountou ainsi que les efforts dans le renforcement des relations communautaires entrepris par l'entreprise minière IAMGOLD ont permis la construction de routes, d'hôpitaux, de centres de santé et d'écoles, ainsi que la mise en œuvre de projets de développement locaux<sup>26</sup>. Ces investissements en infrastructures et en biens publics ont en partie pallié la privation d'accès à l'environnement générée par l'activité minière. D'un autre côté, l'implication de l'autorité politique locale dans ce processus, conjuguée à la mise en place de mécanismes de gestion des conflits locaux par l'entreprise minière, permet de maintenir une relation de confiance entre les populations et les représentants de l'autorité centrale, et ce en dépit de l'importance des griefs exprimés et perçus par la population à l'encontre de l'activité minière<sup>27</sup>.

## **L'instrumentalisation des conflits locaux, principale stratégie d'implantation**

Ainsi, la genèse des violences au Burkina Faso semble se former autour des stratégies de distribution de l'autorité et du pouvoir adoptées par l'autorité centrale à l'encontre des régions et populations reléguées à la périphérie et se cristalliser au travers des mécanismes de gestion et de prédation développés autour de l'accès aux ressources naturelles. Contrairement à ce qui peut être observé au Mali, l'accès aux ressources naturelles et le partage des espaces de pâturage ne semblent pas vecteurs de tensions intercommunautaires suffisamment fortes pour déclencher des confrontations violentes et meurtrières, bien qu'elles continuent d'alimenter les griefs et frustrations exprimés par certaines populations, notamment dans la région de l'Est. Les conflits violents liés aux ressources naturelles sont au contraire polarisés autour de la régulation effectuée par les agents des Eaux et Forêts sur l'accès aux zones de pâturages, aux points d'eau et à la coupe du bois.

Conjuguée aux exactions commises par les FDS, la prédation entretenue par les agents des Eaux et Forêts sape la légitimité étatique et favorise l'implantation des groupes armés. Les populations, et notamment celles pratiquant les activités pastorales, dénoncent notamment les amendes excessives appliquées contre la coupe du bois et plus particulièrement la corruption des agents des

---

<sup>24</sup> Entretien, représentant communal de Falagountou, Falagountou, novembre 2018; entretien, membre des FDS de Falagountou, Falagountou, novembre 2018; groupe focus, Falagountou, novembre 2018

<sup>25</sup> Entretien, ancien militaire burkinabè, Ouagadougou, mars 2018; entretien, ancien employé de la mine d'Inata, Ouagadougou, janvier 2019

<sup>26</sup> Entretien, Bureau d'études indépendant, Ouagadougou, novembre 2018; entretien, représentant élu de Falagountou, Ouagadougou, février 2019

<sup>27</sup> Groupes focus, Falagountou, novembre 2018.

Eaux et Forêts qui détourneraient à leur profit les sommes parfois extorquées sous la contrainte<sup>28</sup>. Une situation également mise en avant par les groupes focus réalisés à Djibo auprès des populations originaires des communes environnant l'exploitation d'Inata<sup>29</sup>, ou par les experts nationaux ayant mené de nombreuses enquêtes dans la région de l'Est<sup>30</sup>.

Comme le souligne néanmoins le responsable pays d'une ONG spécialisée dans la résolution des conflits au Sahel, « dans l'Est, depuis des années, cela n'a jamais été une raison suffisante pour prendre les armes »<sup>31</sup>. Cette source insiste cependant sur le fait qu'« aujourd'hui, quand un acteur est assez fort et qu'il arrive dans la zone et permet d'avoir un accès et une gestion plus efficiente des ressources naturelles, cela facilite une plus grande acceptation des populations locales »<sup>32</sup>. Ainsi, les groupes armés « sont perçus comme une opportunité pour améliorer la situation des éleveurs et surtout de l'accès à l'environnement »<sup>33</sup>, aux ressources naturelles leurs permettant de vivre et de pratiquer l'agriculture et le pastoralisme. En effet, comme l'explique un fonctionnaire originaire de Tongomayel, les populations finissent par avoir « beaucoup plus peur des forces de défense de sécurité que les gens soi-disant venus du Nord [...] (qui) ont pris par exemple les

mécontentements [...] de cette même population pour faire des revendications »<sup>34</sup>. Dans cette perspective, les groupes armés concurrençant la légitimité de l'État viennent instrumentaliser des situations de frustrations, de perceptions de griefs préexistantes afin de faciliter leur ancrage social et territorial et d'accroître leurs bassins de recrutement.

Les retours issus de l'enquête menée autour de la Réserve de chasse présidentielle de Pama ont cependant moins mis l'accent sur les relations conflictuelles avec les agents des Eaux et Forêts que sur l'instrumentalisation des zones d'exclusions créées par la réserve de chasse. Un membre des FDS de Pama explique ainsi que si les conflits autour de l'accès aux ressources naturelles ne sont pas ouverts, ils existent et se manifestent souvent<sup>35</sup>. En ce qui concerne la relation établie entre les agents des Eaux et Forêts et les populations de Pama, à l'instar des représentants élus, un membre gradé des FDS estime que les conflits interviennent la plupart du temps lorsqu'il y a des contrevenants aux restrictions imposées par le parc<sup>36</sup>. Ce militaire reconnaît tout de même qu'en tant que « services étatiques, on peut commettre des erreurs qui puissent offusquer la population »<sup>37</sup>. Hors enregistrement, les sources sécuritaires locales ont illustré cette frustration par l'attaque, en 2016, du

<sup>28</sup> Entretien, ancien militaire burkinabè, Ouagadougou, mars 2018; entretien, ONG française spécialisée dans la résolution des conflits, Ouagadougou, novembre 2018; entretien, membre du service de l'élevage de la commune de Tongomayel, novembre 2018; groupe focus, Djibo, novembre 2018.

<sup>29</sup> Groupe Focus, Djibo, novembre 2018.

<sup>30</sup> Entretien, spécialiste burkinabè des questions de sécurité, Ouagadougou, novembre 2018 ; entretien, ancien militaire burkinabè, Ouagadougou, mars 2019.

<sup>31</sup> Entretien, ONG spécialisée dans la résolution des conflits, Ouagadougou, novembre 2018.

<sup>32</sup> Entretien, ONG spécialisée dans la résolution des conflits, Ouagadougou, novembre 2018.

<sup>33</sup> Entretien ONG spécialisée dans la résolution des conflits, Ouagadougou, novembre 2018.

<sup>34</sup> Entretien, membre du service de l'élevage de la commune de Tongomayel, novembre 2018.

<sup>35</sup> Entretien, membre des FDS de Pama, Pama, novembre 2018.

<sup>36</sup> Entretien, membre gradé des FDS de Pama, Pama, novembre 2018 ; entretien, représentant élu de Pama, Ouagadougou, février 2019.

<sup>37</sup> Entretien, membre gradé des FDS de Pama, Pama, novembre 2018.

campement de la réserve de chasse, des services de l'environnement de Nadiouhou et de Pama suite à une répression commise par les FDS ayant conduit à la mort de braconniers et de pisteurs issus des communautés locales<sup>38</sup>.

En ce qui concerne plus spécifiquement la région de l'Est, l'environnement même de la région serait favorable à l'implantation des groupes armés, notamment en raison de sa « forte végétation, des zones aurifères, des populations frustrées parce que la plupart expatriées, expropriées, et puis beaucoup de frustrations aussi liées à ces conflits entre éleveurs et agriculteurs »<sup>39</sup>. Une perception partagée par plusieurs acteurs sécuritaires nationaux et acteurs politiques locaux<sup>40</sup>. Un représentant élu de Pama confirme que les ressources naturelles sont un enjeu majeur des violences qui sont récemment survenues dans la région. Il explique alors que l'obstruction des couloirs de transhumance en raison de la pression foncière exercée sur les terres arables et de la construction de bâtiments a contribué à l'accroissement des tensions entre éleveurs et agriculteurs, et par extension à l'implantation des groupes armés<sup>41</sup>. Ce représentant élu souligne néanmoins que le principal vecteur d'implantation des groupes armés dans la périphérie de Pama demeure la présence des sites d'orpaillage, localisés au sein de la réserve et de la zone de pâturage. Une présence qu'il présente comme une malédiction. L'accès aux sites d'orpaillage était jusqu'alors restreint par la présence des

agents de l'État régulant les activités autour des zones protégées. Les groupes armés ont néanmoins profité des frustrations que ces restrictions engendraient pour s'implanter dans la zone et permettre l'accès à l'exploitation des ressources aurifères<sup>42</sup>.

Cette instrumentalisation des conflits locaux par les groupes armés se retrouve également dans les mécanismes d'implantation et de cooptation observés dans la province du Soum. Un responsable provincial des services environnementaux explique qu'au même titre que les groupes armés, les populations de la province sont intimement convaincues que la nature leur appartient, et par conséquent qu'elles ont un droit inaliénable à l'accès à l'ensemble des ressources naturelles de leur région. À l'inverse des agents de l'État, les groupes permettent un libre accès aux aires protégées, aux zones de pâturages ou aux sites d'orpaillage<sup>43</sup>. Une situation confirmée par un membre du service de l'élevage de la province qui explique que les populations de la province du Soum n'arrivent plus à maintenir des conditions de vie décentes avec leurs activités économiques traditionnelles, notamment en raison des restrictions engendrées par les pratiques des agents gouvernementaux et plus spécifiquement des agents des Eaux et forêts<sup>44</sup>. Ainsi, si un acteur vient leur offrir la possibilité d'améliorer leur quotidien et de mettre un terme aux prédateurs qu'elles subissent, elles auront tendance à l'accueillir favorablement. Selon cette même source, les services qui appuient

---

<sup>38</sup> Débriefing équipe d'enquête, Ouagadougou, décembre 2018.

<sup>39</sup> Entretien chargé de sécurité d'une agence européenne de développement, Ouagadougou, octobre 2018.

<sup>40</sup> Entretien, ancien militaire burkinabè, Ouagadougou, mars 2019 ; entretien, ancien chargé de sécurité de l'armée burkinabè, Ouagadougou, mars 2019.

<sup>41</sup> Entretien, représentant élu de Pama, Ouagadougou, février 2019.

<sup>42</sup> Entretien, représentant élu de Pama, Ouagadougou, février 2019 ; entretien, membre des FDS de Pama, Pama, novembre 2018 ; entretien, membre gradé des FDS de Pama, Pama, novembre 2018.

<sup>43</sup> Entretien, membre du service provincial de la préservation de l'environnement, Djibo, novembre 2018.

<sup>44</sup> Entretien, membre du service de l'élevage de la commune de Tongomayel, Djibo, novembre 2018.

les populations locales<sup>45</sup> pourraient toujours mener leurs activités. En revanche, les services associés à la distribution de l'autorité centrale sont directement ciblés par les groupes armés : « Par exemple les services de sécurité, ils sont en permanence harcelés. Les services de sécurité, des eaux et forêts, l'enseignement, ils disent non »<sup>46</sup>.

Les groupes armés ouvrent des fenêtres d'opportunité en redistribuant les rapports locaux de pouvoir, ce qui peut faciliter la cooptation de chefs coutumiers, des anciens acteurs de l'économie criminelle, possiblement reconvertis dans un premier temps au sein des Koglweegos, ou en autorisant l'accès aux ressources naturelles pour les individus souffrant de la régulation arbitraire et exclusive pratiquée par l'autorité centrale<sup>47</sup>. Selon les informations ressorties par les différents services de sécurité, il apparaît évident que ces groupes ne peuvent pas implanter de cellules avancées si loin dans la région de l'Est sans un minimum de soutien issu des populations, notamment des plus jeunes. Un chargé de sécurité d'une agence européenne de développement explique à ce sujet que beaucoup de ces cellules d'implantation « ont pour chef des gens qui ne viennent pas d'arriver, qui sont là depuis plusieurs années. D'autres viennent de s'implanter, mais pour certaines d'entre elles ce sont vraiment des gens [...] qui ont une assise locale assez forte »<sup>48</sup>.

Pour plusieurs sources interrogées, le processus d'accroissement des bassins de

recrutement est avant tout centré sur la pression foncière et les exactions commises par les agents des Eaux et Forêts « ces personnes qui se rallient à leur mouvement, adhèrent à l'idée avant tout de : « Soyez de bons musulmans » c'est-à-dire « Aidez-nous à vous aider à récupérer vos terres »<sup>49</sup>. Il est cependant important de garder à l'esprit que si elles peuvent arriver à exprimer une plus grande crainte des FDS que des groupes armés, la majorité des populations résidant encore dans les zones exposées aux dynamiques conflictuelles font part de leur rejet équivoque des deux parties prenantes au conflit et préfèreraient vivre en paix<sup>50</sup>.

Comme le souligne un expert des enjeux sécuritaires au Sahel, « les populations sont prises entre deux feux, ciblées à la fois par les forces de sécurité et les terroristes »<sup>51</sup>. Une appréhension confirmée mot pour mot par un fonctionnaire de Tongomayel qui précise que si les populations vont « donner des informations aux FDS, alors les gens du Nord ne vont pas (les) laisser. Si (elles) ne (donnent) pas des informations aussi, les FDS vont dire qu' (elles sont) collaborateurs de ces gars ». Cette configuration renvoie ainsi aux propres observations effectuées par Sandor (2017, 18) au sujet du conflit au Mali : « Le fait d'admettre que certaines personnes et certaines communautés reconnaissent les groupes islamistes armés comme étant légitimes ne signifie pas pour autant que leur acceptation sociale soit non contestée ou qu'ils ne commettent pas des actes graves et réguliers de violence

<sup>45</sup> Tels que les services d'agriculture, les services d'élevage ou les services de santé.

<sup>46</sup> Entretien, membre du service de l'élevage de la commune de Tongomayel, Djibo, novembre 2018.

<sup>47</sup> Entretien, ancien militaire burkinabè, Ouagadougou, mars 2019 ; entretien, ancien chargé de sécurité de l'armée burkinabè, Ouagadougou, mars 2019; entretien, représentant élu de Pama, Ouagadougou, février 2019.

<sup>48</sup> Entretien, chargé de sécurité d'une agence européenne de développement, Ouagadougou, octobre 2018.

<sup>49</sup> Entretien, chargé de sécurité d'une agence européenne de développement, Ouagadougou, octobre 2018.

<sup>50</sup> Groupe focus, Djibo, novembre 2018; groupe focus, Falagountou, novembre 2018; groupe focus, Pama, novembre 2018; groupe focus, Karma, novembre 2018.

<sup>51</sup> Entretien, spécialiste burkinabè des questions de sécurité, Ouagadougou, novembre 2018.

coercitive ». Conjuguées aux griefs perçus de part et d'autre par les populations subissant la propagation des dynamiques conflictuelles, ces violences coercitives ainsi que l'instrumentalisation des stigmatisations ethniques et des frustrations sociales et économiques doivent ainsi interroger sur l'évolution des rapports inter et intracommunautaires au sein de la société burkinabè.

## La stigmatisation ethnique comme outil de légitimation et facteur conflictuel

Dans l'ensemble des données disponibles sur les violences au Burkina Faso, jusqu'en janvier 2019 et les événements d'Yirgou (Douce 2019), la composante ethnique et intercommunautaire demeurait faible dans l'émergence des dynamiques conflictuelles. Cependant, les tueries de masse survenues au Burkina Faso entre janvier et avril à Yirgou et Arbinda, puis en mars dans la région malienne de Bankass, laissent craindre une explosion des violences communautaires liées à l'instrumentalisation politique de l'ethnicité.

En effet, au début des années 2010 les conflits politiques et sociaux intracommunautaires ont été de première importance dans la constitution du mouvement politique dirigé par Malam Dicko et appelant à une reconfiguration de la société peule dans la région burkinabè du Sahel. Un mouvement par la suite criminalisé par les autorités burkinabè, en collaboration avec les détenteurs de l'autorité et de la légitimité coutumière de cette même communauté. « Le mouvement (Ansarul Islam) est initialement social, il remet en cause les mécanismes internes, la configuration sociale et les réseaux de distribution de l'autorité au sein de la société peule » expliquent le représentant d'une ONG spécialisée dans la résolution des conflits au Sahel (entretien, Ouagadougou, novembre 2018). Cette dynamique est similaire à ce que nous pouvons observer dans le centre du Mali (Brossier, Jourde et Cissé 2018; ICG 2016; ISS 2016, 2017) et vise ainsi autant les représentants de l'État

que les autorités coutumières et les élites peules qui y sont associées.

Les conflits et tensions intercommunautaires, dont l'intensité se multiplie depuis janvier 2019, apparaissent en revanche alimentés d'un côté par la méfiance à l'encontre des populations reléguées à la marge et de l'autre par l'explosion des violences et des attaques ciblées contre les représentants de l'État. Une défiance elle-même entretenue par une pratique arbitraire et discriminatoire de la violence exercée par l'autorité centrale. De même, l'analyse discursive des différents acteurs, internationaux, nationaux et locaux interrogés au cours de l'enquête de terrain tend à mettre en avant une instrumentalisation de cette méfiance et un amalgame croissant entre les communautés peules et les auteurs, souvent étrangers, des violences commises au Burkina Faso. Interrogé à ce sujet, un haut fonctionnaire du Soum voile à peine sa suspicion envers les communautés peules de la province en mettant directement en avant leurs présumées collaborations avec les groupes armés actifs dans la région. Il affirme notamment que les membres de groupes « vivent au sein de cette communauté (peule), d'où l'amplification de l'inquiétude et de la méfiance; il est logique que cela impacte la relation entre les représentants du gouvernement et la communauté »<sup>52</sup>. Il semblerait pourtant que la composition des groupes armés actifs au Burkina Faso ne cesse d'évoluer et tende à intégrer de plus en plus de membres burkinabè issus des

---

<sup>52</sup> Entretien, haut fonctionnaire de Tongomayel, Djibo, novembre 2018.

communautés gourmantché, songhaï et même mossi<sup>53</sup>.

Dans une perspective similaire, il est intéressant d'observer que les témoignages récoltés auprès des membres des FDS ou des représentants de l'autorité centrale vont mobiliser des terminologies associant le conflit à l'expression d'un Islam radical et violent, généralement assimilé aux pratiques des communautés peules et touarègues et opposées aux pratiques de l'Islam maraboutique des communautés mossis et autres populations du Burkina Faso. Les groupes armés vont alors être qualifiés de « djihadistes » ou de « terroristes ». Bien que pouvant renvoyer à une certaine réalité du discours radical propagé et porté au travers des prêches et de certaines normes sociales<sup>54</sup>, ces appellations permettent également aux autorités burkinabè de se dédouaner de leurs propres responsabilités dans l'émergence des violences et la propagation des dynamiques conflictuelles maliennes sur le territoire burkinabè. À l'inverse, plus l'on se rapproche des zones d'influence des groupes armés et plus la terminologie des acteurs évolue. Si les détenteurs de l'autorité et du pouvoir étatique continuent de qualifier les groupes armés de terroristes et de djihadistes, les populations se trouvant à proximité des zones d'influence les qualifient de « gens de la brousse », ou de « gens du Nord » lorsqu'elles sont

directement issues des zones de contrôle ou d'implantation des groupes<sup>55</sup>.

Cette terminologie prend toute son importance lorsque l'on observe la justification des mesures de sécurité prises pour lutter contre les groupes armés. Dans le contexte d'opérations militaires menées à l'encontre de « djihadistes » ou de « terroristes », elle permet de minimiser les exactions commises à l'encontre des populations et communautés présumées affiliées aux groupes. Des exactions d'autant plus acceptables à mesure que les amalgames entre les populations peules ou touarègues et les groupes armés se banalisent et s'ancrent dans la société burkinabè<sup>56</sup>. Jusqu'à récemment, les principales cibles des exactions demeuraient les bergers, et notamment les bergers peuls. En raison de leurs activités, ils se trouvent être directement présents dans des zones sous contrôle des groupes armés et sont ainsi suspectés d'en être complices. Ils ne possèdent pas non plus de papiers d'identité ce qui les rend encore plus suspects vis-à-vis des FDS. De plus, en raison de la méfiance mutuelle entretenue avec l'autorité centrale, ils ne collaborent pas en retour avec les FDS ce qui renforce la méfiance à leur égard<sup>57</sup>.

Qu'il soit membre des FDS ou agent des Eaux et forêts, chacun vit désormais avec une

<sup>53</sup> Entretien, ancien chargé de sécurité de l'armée burkinabè, Ouagadougou, mars 2019; entretien, ancien militaire burkinabè, Ouagadougou, mars 2019; entretien, spécialiste burkinabè des questions de sécurité, Ouagadougou, novembre 2018.

<sup>54</sup> Entretien, chargé de sécurité d'une agence européenne de développement, Ouagadougou, octobre 2018; entretien, ONG spécialisée dans la résolution des conflits au Sahel, Ouagadougou, novembre 2018; entretien, responsable de l'Association Tabital des maîtres coraniques du Sahel Ouagadougou, mars 2018.

<sup>55</sup> Débriefing, équipe d'enquête Inata, décembre 2018 ; débriefing, équipe d'enquête Falagountou, décembre 2018 ; entretien, spécialiste burkinabè des questions de sécurité, Ouagadougou, novembre 2018.

<sup>56</sup> Entretien, ONG spécialisée dans la résolution des conflits au Sahel, Ouagadougou, novembre 2018 ; entretien, autorité coutumière de Baraboulé, Ouagadougou, mars 2019 ; entretien, responsable de l'association Tabital Pulaaku, Ouagadougou, mars 2018.

<sup>57</sup> Entretien, ONG spécialisée dans la résolution des conflits au Sahel, Ouagadougou, novembre 2018 ; entretien, autorité coutumière de Baraboulé, Ouagadougou, mars 2019 ; entretien, responsable de l'association Tabital Pulaaku, Ouagadougou, mars 2018.

forte appréhension des personnes issues des communautés peules, mais également de l'image que leurs fonctions et uniformes renvoient au près des populations. Un membre des FDS d'Inata affirme par exemple que de son point de vue les communautés résidant dans la région du Sahel « ont toujours été réticentes, méfiantes envers tout autre, même avant l'avènement des gens de la brousse, surtout les Peuls, c'est inné en eux »<sup>58</sup>. Un agent des Eaux et Forêts de Tongomayel ajoute que depuis l'émergence des violences, les membres des forces de sécurité ont abattu de nombreuses personnes issues des communautés peules en raison de leurs rapports supposés avec les 'djihadistes' et que « nous-mêmes on a peur même de cette communauté maintenant »<sup>59</sup>. Un représentant élu de Pama, dans l'est du Burkina Faso, estime pour sa part que ce sont les étroites relations entretenues entre les populations touarègues et les groupes armés, ainsi que la présence du couloir de transhumance à proximité qui ont permis l'implantation des groupes armés<sup>60</sup>.

Néanmoins, alors que les exactions commises par les FDS semblent s'accroître de manière proportionnelle à la propagation du conflit au Burkina Faso, l'exercice de la violence par l'État se pratique de moins en moins dans un cadre régalien et s'exprime de plus en plus arbitrairement. Le témoignage d'un fonctionnaire de Tongomayel originaire de la région est à ce sujet particulièrement édifiant. Il fait savoir que dans la province du Soum, « au niveau des FDS, ça devient autre chose. Pourquoi ? Parce qu'actuellement, il y a l'amalgame entre les gens soi-disant, les gens venus du Nord et la population

autochtone [...] quand les forces de l'ordre arrivent on rentre dans le village, on sélectionne les gens, on les tue »<sup>61</sup>. L'usage de cette force létale et arbitraire accentue en retour drastiquement la rupture entre les populations périphériques stigmatisées et l'autorité centrale, et par conséquent la légitimité et le bassin de recrutement des groupes armés. Cette même source explique par la suite que « les villageois, quand ils arrivent et ils regardent ceux que les forces de l'ordre ont tués, bon pratiquement ils ne comprennent pas pourquoi ces personnes ont été tuées. Donc, actuellement, les gens ont beaucoup plus peur des forces de l'ordre que des autres services »<sup>62</sup>.

En réponse aux dernières attaques perpétrées sur le sol burkinabè et en voulant marquer les esprits à la suite du drame d'Yirgou, les autorités burkinabè ont mené plusieurs attaques d'envergure dans la province du Soum et la région du Nord à l'encontre de positions supposées des groupes armés. La plus spectaculaire fut sans aucun doute l'opération menée en réponse à l'attaque de la localité de Kain par un groupe armé non identifié ayant conduit à la mort de 14 civils dans la nuit du 3 au 4 février 2019. Les autorités ont annoncé avoir tué 146 « terroristes » au cours de cette seule opération (Burkina24 2019). Néanmoins une source de sécurité basée à Ouagadougou minimise ce chiffre et remet en cause l'appartenance aux groupes armés des individus tués. Elle souligne au contraire la forte probabilité d'exactions menées à l'encontre de populations assimilées aux

<sup>58</sup> Entretien, membre des FDS de Filio, Djibo, novembre 2018.

<sup>59</sup> Entretien, membre du service technique des Eaux et Forêts de Tongomayel, Djibo, novembre 2018.

<sup>60</sup> Entretien, représentant élu de Pama, Ouagadougou, février 2019.

<sup>61</sup> Entretien, membre du service de l'élevage de la commune de Tongomayel, Djibo, novembre 2018.

<sup>62</sup> Entretien, membre du service de l'élevage de la commune de Tongomayel, Djibo, novembre 2018.

groupes armés<sup>63</sup>. Cette même source souligne également que les opérations similaires menées dans le Soum, et notamment suite aux attaques d'Arbinda à la fin du mois de janvier 2019 (Afrique sur 7 2019) s'apparenteraient plus à des assassinats arbitraires d'individus résidant dans des localités affectées par les dynamiques conflictuelles, qu'à des opérations antiterroristes. Des exactions confirmées par un responsable de l'association Tabital Pulaaku et une autorité coutumière de Baraboulé<sup>64</sup>.

Alors que les dynamiques conflictuelles ont engendré plus de morts pour le seul mois de janvier 2019 que sur l'ensemble de l'année 2018<sup>65</sup>, au cours de laquelle était déjà observée une forte accentuation des violences par rapport aux années précédentes (Carte n°3), la propagation des dynamiques conflictuelles à pratiquement l'ensemble du territoire et les réponses sécuritaires arbitraires qui y sont associées laissent craindre une véritable explosion des violences, et notamment de la juxtaposition de violences interethniques et intercommunautaires au conflit déjà en cours. Si pour le moment l'appel lancé par Amadou Koufa à l'ensemble des communautés peules d'Afrique de l'Ouest à prendre les armes et s'unifier dans un mouvement insurrectionnel transnational (Le Monde 2018) semble demeurer lettre morte, la tuerie de masse survenue à Yirgou renvoie à la possibilité d'une évolution intercommunautaire des violences au Burkina Faso. En effet, dans la nuit du 1<sup>er</sup> janvier 2019, le chef coutumier du village d'Yirgou et 6 autres personnes ont

trouvé la mort suite à une attaque ciblée menée par des individus armés non identifiés. En représailles, appuyés par les groupes d'autodéfense Koglwéogos, certains villageois ont perpétré des exactions contre les membres de la communauté peule d'une vingtaine de villages de la commune de Yirgou. Menées sur trois jours consécutifs, les violences ont causé la mort de plus de 200 personnes et auraient, selon certaines sources, pu être préméditées par des membres des Koglwéogos (Douce 2019a; Diallo 2019; Drabo 2019).

Ces événements tragiques ont profondément marqué l'opinion publique burkinabè et demeurent au cœur de l'actualité et des débats nationaux. Ils renvoient d'une part à la responsabilité des autorités burkinabè dans la stigmatisation volontaire de certaines communautés reléguées en périphérie, ainsi que dans leur pratique discursive associant les dynamiques conflictuelles à l'extrémisme violent, et d'autre part à l'écho que ces discours peuvent trouver au sein même de la société burkinabè. Que cela soit exprimé dans les médias, la rue, les maquis ou dans le cercle familial, depuis le début de l'année 2019, la tension semble être montée d'un cran au Burkina Faso. En effet, de nombreux témoignages laissent entrevoir l'accroissement des suspicions entre les différentes communautés la composant (Diallo 2019 ; Jeune Afrique 2019 ; Douce 2019a ; Sawadogo 2019). Une situation qui inquiète et préoccupe au plus haut point les autorités coutumières et responsables associatifs peuls qui redoutent de nouvelles tueries de masse ciblant leur communauté<sup>66</sup>,

---

<sup>63</sup> Entretien, source diplomatique occidentale, février 2019.

<sup>64</sup> Entretien, responsable de l'association Tabital Pulaaku, Ouagadougou, mars 2019; Entretien, autorité coutumière de Baraboulé, Ouagadougou, mars 2019.

<sup>65</sup> Entretien, source diplomatique occidentale, Ouagadougou, février 2018.

<sup>66</sup> Entretien, responsable de l'association Tabital Pulaaku, Ouagadougou, mars 2019; Entretien, autorité coutumière de Baraboulé, Ouagadougou, mars 2019.

comme cela a pu se produire le 23 mars dans la localité malienne d'Ogossagou, à proximité de la frontière burkinabè (Jeune Afrique 2019b), puis dans la commune burkinabè d'Arbinda à partir du 1<sup>er</sup> avril 2019. À Arbinda, c'est l'assassinat ciblé du chef coutumier de la commune et de certains membres de sa famille, resté en dépit des menaces pour maintenir la cohésion de sa communauté<sup>67</sup>, qui a entraîné une succession de vengeances ayant conduit à la mort de 62 personnes (RFI 2019).

Ainsi, comme l'expliquait Campana (2018, 11) au sujet du conflit malien, le « cadre discursif et normatif provoque toutefois des distorsions importantes (i.e. Shurkin, Pezard, et Zimmerman 2017; Charbonneau 2017) » au sein desquelles « les effets de catégorisation amplifient les amalgames et nourrissent les stéréotypes, comme celui associant Peuls et djihadistes (Jeune Afrique 2016b) » (Campana 2018, 11). Ce sont ces mêmes mécanismes et distorsions, à savoir l'instrumentalisation de la stigmatisation ethnique comme outil de légitimation de la violence, qui semblent alimenter autant les exactions commises par les responsables de la tuerie de masse de Yirgou, que celles perpétrées par les FDS burkinabè. Comme nous avons pu l'évoquer précédemment, les données récoltées tendent à remettre en cause le caractère purement ethnique des violences et pointent au contraire l'importance des enjeux locaux liés au politique et à la distribution du pouvoir et de l'autorité. Des facteurs qui, selon certains témoignages et les premiers résultats des enquêtes en cours, semblent également à l'origine de la tuerie de masse de Yirgou (Le Pays 2019). Dans cette perspective, il semblerait en effet que le caractère ethnique relève plus de l'acte discursif de discrimination, alimenté en retour par les violences en cours, de

l'instrumentalisation des luttes locales de pouvoir, ainsi que des stratégies de distribution de l'autorité adoptées par le centre du pouvoir à l'encontre de ses périphéries.

---

<sup>67</sup> Ibidem

## Conclusion

Comme nous avons pu le faire remarquer, la situation actuelle du Burkina Faso se caractérise par sa complexité et la superposition de différents griefs, de différents enjeux de pouvoir et de différents vecteurs conflictuels à même d'accroître, ou d'instrumentaliser la rupture existant entre le centre du pouvoir et les populations, ainsi que les territoires qu'il relègue à la périphérie. Ces derniers ouvrent des fenêtres d'opportunité pour les acteurs externes ou endogènes désirant concurrencer la légitimité de l'État burkinabè et se substituer à son autorité. Alors que les données compilées depuis 2015 mettent clairement en exergue l'impact de la reconfiguration du conflit malien sur le débordement des dynamiques conflictuelles au Burkina Faso, elles permettent également de remettre en question l'importance du régime de Blaise Compaoré sur la stabilité régionale et au contraire d'ouvrir une réflexion plus approfondie sur les rapports de pouvoir, les facteurs sociaux, politiques, économiques ou même environnementaux se situant à la genèse des dynamiques conflictuelles au Burkina Faso.

Si ces facteurs se rapprochent en plusieurs points des enjeux et facteurs conflictuels observés au Mali, notamment en ce qui concerne l'accès aux ressources naturelles et les luttes locales autour du contrôle politique et de la distribution de l'autorité dans la région de Mopti, le Burkina Faso se caractérise par une diversification de ses contextes régionaux et ainsi par un rapport et une stratégie d'implantation différenciée en fonction des acteurs exogènes et endogènes. Il semblerait en effet que dans les régions de la Boucle du Mouhoun et du Nord, la dégradation de la situation sécuritaire soit

directement influencée par la proximité avec les zones d'influence malienne du FLM ou du GSIM. Les attaques tendent en effet à être menées par des commandos provenant directement du territoire malien et pouvant bénéficier d'un appui dans la région ou dans certaines localités. Une situation qui contraste avec l'implantation d'Ansarul Islam dans la province du Soum, qui bénéficie d'une réelle insertion sociale en raison de son appartenance originelle aux communautés peules de la région et y exerce un certain contrôle territorial. De même, tandis que jusqu'à la fin de l'année 2018 les groupes transnationaux du GSIM et de l'EIGS semblaient peiner à trouver une réelle insertion sociale et territoriale dans le Sud de la province de l'Oudalan et dans la province du Séno, comme le démontre l'enquête de terrain réalisée autour du site aurifère de Falagountou, l'EIGS est parvenu à étendre sa zone d'influence et à ouvrir un nouveau front dans les régions de l'Est et du Sud-Est du Burkina Faso.

Cependant, la rapidité de l'expansion des violences dans l'est du pays doit porter à s'interroger sur la solidité et la capacité d'implantation des groupes armés dans la région. Si les services et organisations impliqués dans le monitoring des violences au Burkina Faso soulignent la forte similarité de l'implantation des groupes armés dans la région de l'Est avec l'émergence et l'ancrage du FLM, ils demeurent incertains sur les capacités réelles d'implantation à long terme des groupes armés<sup>68</sup>. Ces derniers mettent en place des cellules locales d'appui à leurs activités, en capitalisant sur les conflits locaux et les griefs préexistants entre les populations et les représentants de l'État,

---

<sup>68</sup> Entretien, ONG spécialisée dans la résolution des conflits au Sahel, Ouagadougou, novembre 2018.

mais ces katibas n'offrent cependant pas encore un réel socle territorial et social aux groupes armés, comme cela peut être le cas dans certaines autres provinces.

Bien que différents d'une région à une autre en fonction des réalités géographiques, sociales, économiques et culturelles propres à chaque zone d'implantation, les mécanismes d'insertion des groupes armés capitalisent tous sur la rupture consommée entre l'État burkinabè, les représentants de l'autorité centrale et les communautés des territoires en proie à la dégradation sécuritaire. Ils instrumentalisent pour cela les frustrations, griefs et conflits locaux préexistants, notamment ceux prenant racine autour de la prédation exercée par les agents des Eaux et Forêts sur l'accès aux ressources naturelles, ou des luttes intra-communautaires autour de la distribution du pouvoir et de l'autorité. Dans la région de l'Est, les groupes s'implantent par exemple dans des zones reculées, enclavées et difficilement accessibles, notamment dans les zones du Parc du W. et de la Chasse présidentielle de Pama, et concurrencent la légitimité de l'État en rendant accessibles aux populations locales les sites d'orpillage, les ressources fauniques et halieutiques présentes dans les zones protégées.

Ainsi, les réels enjeux autour de la propagation des dynamiques conflictuelles au Burkina Faso ne sont pas exclusivement liés ni à la reconfiguration du conflit malien après 2015, ni au renversement du régime de Blaise Compaoré en 2014, mais s'inscrivent dans le délitement progressif des relations entre l'autorité centrale et les régions subissant la propagation des violences. Un délitement accru par une pression foncière exacerbée, remettant en cause les équilibres fragiles entre les communautés pastorales et agricoles, et elle-même inscrite dans une stratégie délibérée du pouvoir central, mise en œuvre au cours des précédentes décennies, d'endiguement politique et économique des territoires et des populations reléguées à la marge. Une stratégie qui se traduit par une représentation et une pratique quotidienne du pouvoir perçues et vécues au sein des régions périphériques comme violentes, corrompues et prédatrices. Sapant fortement la cohésion entre le centre et ses périphéries, ainsi que la légitimité de l'État burkinabè, les groupes armés endogènes ou exogènes instrumentalisent les frustrations locales et ouvrent des fenêtres d'opportunité aux communautés et acteurs individuels désirant améliorer leurs propres conditions de vie, ou rompre avec une pratique arbitraire et discriminante de l'autorité.

## Bibliographie

AFRIQUE SUR 7 (2019). « Burkina : l'armée burkinabè neutralise des assaillants dans le Nord », 29 janvier, <https://www.afrique-sur7.fr/414889-armee-burkinabe-neutralise-assaillants>

BENCHERIF, Adib (2018). *De la "question touarègue" aux mémoires du conflit: pour une réconciliation malienne*. Février/mars.

BENCHERIF, Adib et Campana, Aurélie (2017). "Alliances of Convenience: assessing the Dynamics of the Malian Insurgency", special issue "Political Islam in North Africa, the Sahel and Beyond". *Mediterranean Politics*, 22(1), p.115-134.

BROSSIER, Marie, JOURDE, Cédric et GHALY, Cissé Modibo (2018). *Relations de pouvoir locales, logiques de violence et participation politique en milieu peul (région de Mopti)*. Mai.

BURKINA 24 (2019). « Burkina : 146 "terroristes neutralisés" », 4 février, <https://burkina24.com/2019/02/04/burkina-146-terroristes-neutralises-etat-major/>

CAMPANA, Aurélie (2018). *Entre déstabilisation et enracinement local, les groupes djihadistes dans le conflit malien depuis 2015*. Mars.

CHARBONNEAU, Bruno (2017). « Intervention in Mali : Building Peace between Peacekeeping and Counterterrorism », *Journal of Contemporary African Studies*, 35(4) p.415-431.

CHARBONNEAU, Bruno et Sears, Jonathan, M. (2014). *Journal of Intervention and Statebuilding*, vol. 8, n°2-3, p.192-213.

DABIRE, Debrsèoyir, KWESI, Christophe ZIDA, Yacouba Isaac (2019). « Yirgou : Les feux de brousse de la haine au Burkina Faso », *Le Faso*, 22 février. <http://lefaso.net/spip.php?article88160>

DASSETTO, Felice et LAURENT, Pierre-Joseph (2006). « Ramatoullaye : une confrérie musulmane en transition », *Recherches sociologiques et anthropologiques*, vol. 37, n°2, p.51-62.

DIALLO, Fatoumata (2019). « Burkina Faso : des ONG alertent les autorités sur des « massacres ethniques visant les Peuls », *Jeune Afrique*, 5 février, <https://www.jeuneafrique.com/730284/politique/burkina-faso-des-ong-alertent-les-autorites-sur-des-massacres-ethniques-visant-les-peuls/>

DJONTU, Herrick Mouafo et GATELIER, Karine (2018). *Nord-Tillabéri : analyse du conflit lié à l'accès aux ressources naturelles. Le transfrontalier au coeur de l'analyse et de l'action*. Modus Operandi, Grenoble, Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP), Niamey, août 2017.

DOUCE, Sophie (2019a). « Au Burkina Faso, les Peuls victimes d'une stigmatisation meurtrière », *Le Monde*, 4 février, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/02/04/au-burkina-faso-les-peuls-victimes-d-une-stigmatisation-meurtriere\\_5418966\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/02/04/au-burkina-faso-les-peuls-victimes-d-une-stigmatisation-meurtriere_5418966_3212.html)

DOUCE, Sophie (2019b). « Au Burkina Faso, la dégradation de la situation sécuritaire gagne du terrain », *Le Monde*, 18 février. [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/02/18/au-burkina-faso-la-degradation-de-la-situation-securitaire-gagne-du-terrain\\_5424915\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/02/18/au-burkina-faso-la-degradation-de-la-situation-securitaire-gagne-du-terrain_5424915_3212.html)

DOUCE, Sophie, et LE CAM, Morgane (2019). « En visite au Sahel, le Conseil de sécurité de l'ONU presse Bamako d'accélérer "la réconciliation" », *Le Monde Afrique*, 26 mars. [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/03/26/au-sahel-une-visite-du-conseil-de-securite-de-l-onu\\_5441591\\_3212.html?xtmc=&xtcr=5](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/03/26/au-sahel-une-visite-du-conseil-de-securite-de-l-onu_5441591_3212.html?xtmc=&xtcr=5)

DRABO, Colette (2019). « Drame de Yirgou », *Le Pays*, 4 février. <http://lepays.bf/drame-de-yirgou/>

FALL OULD BAH, Mohamed (2013). « Économie politique des conflits au Nord-Mali », Institute for Security Studies Africa, *Rapport sur la Paix et la Sécurité dans l'Espace CEDEAO*, n°2, avril 2013.

FERGUSON, James (2005). « Seeing Like an Oil Company : Space, Security and Global Capital in Neoliberal Africa », *American Anthropologist*, 107 (3) p.377–382.

FIDH et AMDH (2017). « Mali : Terrorisme et impunité font chanceler un accord de paix fragile », *Note de position conjointe*, n° 692, mai. [https://www.fidh.org/IMG/pdf/note\\_mali\\_mai\\_2017\\_fr\\_web.pdf](https://www.fidh.org/IMG/pdf/note_mali_mai_2017_fr_web.pdf)

HELLY, Damien, THEROUX-BENONI, Lori-Anne GALEAZZI, Greta MAIGA, Ibrahim et OUEDRAOGO, Fatimata (2015). « Stratégie Sahel : L'impératif de la coordination », *Note d'Analyse*, n° 76, Institute for Security Studies Africa.

INTERNATIONAL ALERT (2018). « Si les victimes deviennent bourreaux. Facteurs contribuant à la vulnérabilité et à la résilience à l'extrémisme violent au Sahel central », juin 2018. [https://www.international-alert.org/sites/default/files/Sahel\\_ViolentExtremismVulnerabilityResilience\\_FR\\_2018.pdf](https://www.international-alert.org/sites/default/files/Sahel_ViolentExtremismVulnerabilityResilience_FR_2018.pdf)

INTERNATIONAL CRISIS GROUP (2016). « Mali central : la fabrique d'une insurrection ? », *Rapport Afrique* 238, juillet. <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/238-central-mali-an-uprising-in-the-making-french.pdf>

INTERNATIONAL CRISIS GROUP (2017a). « Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad », *Rapport Afrique* 254, 12 octobre. <https://www.crisisgroup.org/fr/afrique/west-africa/burkina-faso/254-social-roots-jihadist-violence-burkina-fasos-north>

INTERNATIONAL CRISIS GROUP (2018). « Narcotrafic, violence et politique au Nord du Mali », *Rapport Afrique* n°267, 13 décembre 2018. <https://www.crisisgroup.org/fr/file/7573/download?token=ev0uPdV2>

INSTITUTE FOR SECURITY STUDIES AFRICA (2015). *Rapport sur le Conseil de Paix et de Sécurité*, n°67, mars 2015.

INSTITUTE FOR SECURITY STUDIES AFRICA (2016). *Rapport sur le Conseil de Paix et de Sécurité*, n°81, juin 2016.

INSTITUTE FOR SECURITY STUDIES AFRICA (2017). *Rapport sur le Conseil de Paix et de Sécurité*, n°93, juillet 2017.

JEUNE AFRIQUE (2016a). « Burkina : douze militaires tués dans une attaque dans le nord du pays », *Jeune Afrique*, 16 décembre. <https://www.jeuneafrique.com/384583/politique/burkina-onze-militaires-tues-attaque-jihadiste-nord/>

JEUNE AFRIQUE (2016b). « Mali : des Peuls dénoncent des exactions contre leur communauté », *Jeune Afrique* avec *AFP*, 24 avril. <http://www.jeuneafrique.com/320698/politique/mali-peuls-denoncent-exactions-contre-communaute/>

JEUNE AFRIQUE (2018). « Burkina : un combattant d'Al-Mourabitoune suspecté d'être le coordonnateur des attentats de Ouaga », *Jeune Afrique*, 12 mars. <https://www.jeuneafrique.com/mag/541100/politique/burkina-un-combattant-dal-mourabitoune-suspecte-detre-le-coordonnateur-des-attentats-de-ouaga/>

JEUNE AFRIQUE (2019). « Burkina Faso : une marche pour réclamer "vérité et justice" après les violences ethniques », *Jeune Afrique* avec *AFP*, 14 janvier 2019. <https://www.jeuneafrique.com/704498/politique/burkina-faso-une-marche-pour-reclamer-verite-et-justice-apres-les-violences-ethniques/>

JEUNE AFRIQUE (2019b). « Mali : plus de 100 civils peuls massacrés à Ogossagou, dans le centre du pays », *Jeune Afrique* avec *AFP*, 23 mars 2019. <https://www.jeuneafrique.com/753409/politique/mali-au-moins-cinquante-civils-peuls-massacres-a-ogossagou-dans-le-centre-du-pays/>

KADET, G. Bertin (2016). « L'enjeu ouest-africain de la sécurité au Burkina Faso », *European Scientific Journal*, vol. 12, n°8, p. 366-387.

KALYVAS, Stathis (2006). *The Logic of Violence in Civil War*, Cambridge, Cambridge University Press.

LABAZEE, Pascal (1993). « Les échanges entre le Mali, le Burkina Faso et le Nord de la Côte d'Ivoire. L'économie marchande à l'état pratique », Labazée, P. (1993). Les échanges entre le Mali, le Burkina Faso et le Nord de la Côte d'Ivoire, dans *Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest, Logiques et pratiques d'un groupe d'hommes d'affaires contemporains*, édité par Emmanuel Grégoire et Pascal Labazée, Paris, Karthala, ORSTOM, p.125-174.

LE CAM Morgane (2017). « Burkina Faso : confessions d'un ancien djihadiste ». *Le Monde*. Published online the December 10<sup>th</sup> 2017. [http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/12/10/confessions-d-un-djihadiste-du-burkina-vu-ce-que-font-les-forces-de-securite-a-nos-parents-je-ne-regretterai-jamais-leur-mort\\_5227587\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/12/10/confessions-d-un-djihadiste-du-burkina-vu-ce-que-font-les-forces-de-securite-a-nos-parents-je-ne-regretterai-jamais-leur-mort_5227587_3212.html)

LE CAM Morgane (2018). « Dans le Nord du Burkina Faso, les exactions de l'armée contrarient la lutte antiterroriste », *Le Monde*, 12 mai, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/05/12/au-nord-du-burkina-faso-les-exactions-de-l-armee-contrarient-la-lutte-antiterroriste\\_5297930\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/05/12/au-nord-du-burkina-faso-les-exactions-de-l-armee-contrarient-la-lutte-antiterroriste_5297930_3212.html)

LE MONDE (2018). « Au Mali, trois importants chefs djihadistes appellent à “poursuivre le djihad” ». *Le Monde* avec *AFP*, 9 novembre. [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/11/09/au-mali-trois-importants-chefs-djihadistes-appellent-a-poursuivre-le-djihad\\_5381193\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/11/09/au-mali-trois-importants-chefs-djihadistes-appellent-a-poursuivre-le-djihad_5381193_3212.html)

LEUPRECHT, Christian ROSEBERRY, Philippe (2018). *La démographie politique du conflit au Mali*. Juin.

LLYOD, Robert (2016). « Ungoverned Spaces and Regional Insecurity : The Case of Mali », *Review of International Affairs*, vol. 36, n°1, p.133-141.

MAIGA Ibrahim (2016). « Groupes armés au Mali : au-delà des étiquettes », Institute for Security Studies Africa, *Rapport sur la Paix et la Sécurité dans l'Espace CEDEAO*, n°17, juin 2016.

ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LA MIGRATION (2015). « Gestion de la migration et des frontières au Burkina Faso ». [https://publications.iom.int/system/files/pdf/frontieres\\_au\\_burkina\\_faso\\_fr.pdf](https://publications.iom.int/system/files/pdf/frontieres_au_burkina_faso_fr.pdf)

ORGANISATION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE DÉVELOPPEMENT (ORCADE) (2006). « Étude diagnostique du cadre institutionnel et juridique de l'activité minière industrielle au Burkina Faso : cas de Poura et Essakane », Rapport d'Étude, Octobre 2006, Ouagadougou.

ORGANISATION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE DÉVELOPPEMENT (ORCADE) (2013). « Rapport d'étude sur l'emploi des nationaux dans les projets miniers au Burkina Faso. Cas de Kaslaka Mining et d'Essakane S.a », Mai 2013, Ouagadougou.

RALEIGH, Clionadh, and DOWD, Caitriona, (2013a). « The Myth of Global Islamic Terrorism and Local Conflict in Mali and Sahel », *African Affairs*, vol. 112, n°448, p.498-509.

RALEIGH, Clionadh, and DOWD, Caitriona, (2013b). « Gouvernance and Conflict in the Sahel's 'Ungoverned Space' », *Stability : International Journal of Security and Development* », vol. 2, n°2, p. 1-17.

RFI (2014). « Francis Kpatindé: «Compaoré a été le pompier pyromane de la région», *RFI*, 31 octobre. <http://www.rfi.fr/afrique/20141031-burkina-faso-compaore-cote-ivoire-liberia-sierra-leone-angola-traffic-rebelles>

RFI (2015a). « Burkina Faso: une brigade de gendarmerie attaquée à Oursi », *RFI*, 25 août. <http://www.rfi.fr/afrique/20150825-burkina-faso-attaque-oursi-gendarme-blessure-grave>

RFI (2015b). « Burkina Faso: une gendarmerie attaquée près de la frontière malienne », *RFI*, 29

septembre. <http://www.rfi.fr/afrique/20151009-burkina-faso-une-gendarmerie-attaquee-pres-frontiere-malienne-jihadiste-samorogouan>

RFI (2018a). « La Minusma confirme une bavure de militaires maliens du G5/Sahel à Boulikessi », *RFI*, 27 juin. <http://www.rfi.fr/afrique/20180627-minusma-bavure-militaires-maliens-g5-sahel-boulikessi>

RFI (2018b). « Burkina Faso: vaste opération de sécurité dans les forêts de l'Est », *RFI*, 8 octobre. <http://www.rfi.fr/afrique/20181008-burkina-faso-operation-nettoyage-forets-est-barkhane>

RFI (2019). « Burkina Faso : le gouvernement annonce 62 morts dans les affrontements à Arbinda », *RFI*, 4 avril. <http://www.rfi.fr/afrique/20190404-burkina-faso-gouvernement-62-morts-affrontements-arbinda>

ROGER, Benjamin (2015). « Burkina Faso : que sait-on de l'enlèvement d'un Roumain par Al-Mourabitoune ? », *Jeune Afrique*, 19 mai. <https://www.jeuneafrique.com/232386/politique/burkina-faso-que-sait-on-de-l-enl-vement-d-un-roumain-par-al-mourabitoune/>

SANDOR, Adam (2017). *Insécurité, effondrement de la confiance sociale et gouvernance des acteurs armés dans le Centre et le Nord du Mali*. Août.

SAWADOGO, Tibgouda Samuel (2019). « Crise à Yirgou : Les autorités coutumières et religieuses prônent le pardon et la réconciliation entre les communautés », *Le Faso*, 11 février. <http://lefaso.net/spip.php?article87945>

SEARS, Jonathan M. (2018). *Espoirs de gouvernance déçus et crise persistante au Mali*. Août.

SHURKIN, Michael, PEZARD, Stephanie and ZIMMERMANN, Rebecca (2017). *Mali's Next Battle: Improving Counterterrorism Capabilities* (Santa Monica: Rand Corporation).

THEROUX-BENONI, Lori-Anne, ASSANVO, William, MAIGA, Ibrahim, ABATAN, Jeannine, ELLA A. BA, Fatimata, GNONSEKAN, Patrick Olivier, KANTE, Aïssatou, KAITA, Kadiatou Yacouba, SAWADOGO, Wendyam Aristide, CISSE, Modibo Galy, DIALLO, Aboubacar, DICKO BREMA, Ély, CISSE, Amadou Samba, DOGONI, Yacouba, TANDJIGORA, Fodié, et TOUNKARA, Aly, (2016). « Mali's Young 'Jihadists' : Fuelled by Faith or Circunstance ? », *Policy Brief* 89, Institute for Security Studies Africa, August.

VANDENDIRESCHE, François (2016). « Comprendre et lutter contre les groupes armés au Sahel », *Note de recherche*, n°24, Institut de Recherche et d'Enseignement sur la Paix, Thinking Africa, Janvier 2016.

WATTS, Michael (2010). « Oil City : Petro-Landscapes and Sustainable Futures ». dans *Ecological Urbanism*, édité par G. Doherty et M. Mostafavi, Lars Muller Publishers, Baden.

WATTS, Michael, et PORTER, Doug, (2017). « Righting the Resource Curse : Institutional Politics and State Capabilities in Edo State, Nigeria », *The Journal of Development Studies*, 53(2) p.259-263.

WING, Susanna (2016). « French Intervention in Mali : Strategic Alliances, Long-Term Regional Presence ? », *Small Wars and Insurgencies*, vol. 27, n°1, p. 59-80.

XINHUA (2015). « Burkina Faso : un convoi transportant de l'or attaqué au Nord du pays », *Xinhua*, 28 novembre. [http://french.china.org.cn/foreign/txt/2015-11/28/content\\_37182577.htm](http://french.china.org.cn/foreign/txt/2015-11/28/content_37182577.htm)

## À propos de l'auteur

Nicolas Hubert est candidat au doctorat à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa. Il a réalisé entre octobre 2018 et avril 2019 un séjour de recherche au Burkina Faso afin d'évaluer les relations entre la dégradation de l'environnement et les conflits armés.

# À propos du Centre FrancoPaix

Suite au XVe Sommet de la Francophonie et à la Résolution sur les situations de crise, de sortie de crise et de consolidation de la paix dans l'espace francophone, la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques a mis sur pied le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix afin de participer aux efforts et aux objectifs stratégiques de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) en matière de prévention et gestion des conflits.

Inauguré en janvier 2016 grâce à l'appui financier de l'OIF, le Centre FrancoPaix s'est donné pour mission de :

- Valoriser la recherche scientifique et la formation universitaire en français dans le domaine des études de paix et conflits, notamment sur les questions de résolution et gestion des conflits et des missions de paix;
- Valoriser la recherche scientifique et la formation universitaire en matière de résolution des conflits à propos des pays francophones, africains notamment;
- Contribuer à la recherche axée sur la résolution des conflits et les missions de paix et concourir à sa diffusion, notamment dans le cadre d'activités de coproduction du savoir avec les décideurs et praticiens du domaine;
- Faciliter les échanges intellectuels et la circulation des savoirs en favorisant la mobilité, l'innovation et les collaborations entre les institutions, les chercheurs universitaires et les étudiants du « Nord » et du « Sud ».

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie.

Chaire Raoul-Dandurand | UQAM  
C.P. 8888, Succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec) Canada H3C 3P8  
Tel. (514) 987-6781 | [chaire.strat@uqam.ca](mailto:chaire.strat@uqam.ca)  
[dandurand.uqam.ca](http://dandurand.uqam.ca)

Canada 